AU QUOTIDIEN 149

Participez!

Nouvelle enquête «Workforce»

Stéphanie Giezendanner, Andreas Zeller

Institut universitaire pour la médecine de famille de Bâle

Enquête «Workforce» auprès des médecins de famille suisses, une longue tradition

Au printemps 2020, les questions centrales suivantes seront posées aux médecins de famille*, et pour la première fois aussi aux médecins de l'enfance*, dans le cadre de la 4º enquête «Workforce» de l'uniham-bb:

- Quelle est votre situation professionnelle actuelle (taux d'occupation, conditions de travail)?
- Quels sont vos plans de carrière en termes de taux d'occupation et de retraite?
- Les médecins de famille et de l'enfance ressentent-ils une pénurie en médecins de premier recours?

L'objectif de l'enquête «Workforce» est de recenser périodiquement des données sur la situation professionnelle des médecins de famille suisses afin d'identifier des tendances. Depuis 2005, des médecins de famille de toute la Suisse sont interrogés tous les cinq ans. Ainsi, l'uniham-bb pourra bientôt déjà présenter des données portant sur une période de 15 ans!

Le court questionnaire de cette enquête comprend essentiellement un catalogue de questions restant identiques afin de garantir la comparabilité dans le temps. L'enquête est toujours envoyée à une sélection représentative de médecins de famille indépendants de toutes les régions linguistiques. L'enquête actuelle ainsi que la précédente enquête de 2015 ont été réalisées en collaboration étroite avec Médecins de famille et de l'enfance Suisse (mfe). La workforce des pédiatres n'ayant pratiquement pas été étudiée jusqu'à présent, cette année, les médecins de l'enfance sont pour la première fois également interrogés.

Pourquoi cette enquête est-elle nécessaire?

Le manque de données valides actuelles mais aussi d'analyses adéquates et de rapports sur la charge de travail et les prestations professionnelles de l'«ancienne» et de la «nouvelle» génération de médecins de famille et de l'enfance rend impossible une planification de l'avenir sur une base factuelle et l'élaboration de réflexions stratégiques sur la médecine de premier recours en Suisse. Les politiques, notamment, avancent des déclarations teintées d'idéologie et dénuées de fondement scientifique sérieux, et ce aussi bien dans certains cantons qu'au niveau fédéral. Comme dans les pays voisins, un budget global et le plafonnement des coûts vont ainsi toucher les médecins de famille et de l'enfance en

première ligne et mettre en péril la médecine de premier recours de façon sensible.

Afin de garantir une médecine de premier recours de haut niveau dans notre pays à l'avenir également, des données longitudinales fiables sur ce thème sont souhaitables et profitables.

Depuis quelques temps, davantage d'efforts sont certes déployés pour recenser les prestations professionnelles des médecins de premier recours. Depuis 2015, l'Office fédéral de la statistique alimente des bases de données statistiques générales sur la prise en charge médicale ambulatoire («Modules Ambulatoires des Relevés sur la Santé», MARS) et collecte régulièrement des données structurelles concernant les cabinets médicaux et les centres ambulatoires («Medical Ambulatory - Structure», MAS). Ces données servent toutefois avant tout à des fins statistiques et à des fins de surveillance réglementaire. A Lausanne, le projet Swiss Primary Care Active Monitoring «SPAM», lancé en 2010, répertorie surtout des aspects structurels et procéduraux de la médecine de famille [1]. L'Institut de médecine de famille de Berne a également décidé d'interroger lui-même les médecins de premier recours du canton de Berne quant au nombre et aux effectifs des médecins de famille et de l'enfance actifs en vue de livrer des pronostics sur la situation de l'approvisionnement en soins de ces cinq prochaines années et d'identifier les régions qui présentent un risque de sous-approvisionnement en soins.

Pénurie en médecins de premier recours?

Les précédentes enquêtes «Workforce» indiquent une augmentation de la pénurie en médecins de famille en Suisse. En 2010, 44% des médecins de famille interrogés ont déclaré ressentir une pénurie en médecins de famille dans leur région et en 2015, ce pourcentage est monté à 61% [2]. Dans une enquête menée l'année dernière auprès des médecins du canton de Berne, la moitié des répondants estimaient que le nombre de médecins de famille et de l'enfance était insuffisant [3]. Un autre indicateur de la pénurie en médecins de famille est le vieillissement croissant des médecins de famille; le nombre de médecins de famille de plus de 60 ans est passé de 12% en 2005 à 27% en 2010 et 38% en 2015 chez les médecins de famille interrogés dans le cadre de l'enquête «Workforce». L'enquête «International Health Policy Survey» confirme cette tendance au vieillissement de la population des médecins de premier recours en AU QUOTIDIEN 150

Le questionnaire en ligne est disponible ici:

Allemand: www.ksbl.ch/ workforce-de



Français: www.ksbl.ch/ workforce-fr



Italien: www.ksbl.ch/ workforce-it



Nous vous remercions par avance chaleureusement pour votre contribution précieuse et utile.

Références

La liste complète des références est disponible dans la version en ligne de l'article sur www. primary-hospital-care.ch

Correspondance: Stéphanie Giezendanner Universitäres Zentrum für Hausarztmedizin beider Basel Kantonsspital Baselland Rheinstr. 26 CH-4410 Liestal stephanie.giezendanner[at] unibas.ch Suisse; en 2019, un tiers des médecins de premier recours étaient âgés de plus de 60 ans [4]. De façon concordante avec ce tableau, 63% des médecins âgés de 60 à 64 ans de cette enquête ont indiqué vouloir (ou devoir?) encore travailler après 65 ans.

Densité de médecins de premier recours selon l'enquête de la FMH et de l'Office fédéral de la statistique

Les chiffres disponibles sur l'effectif actuel de médecins de premier recours sont contradictoires selon les sources. Si l'on considère les résultats MAS de l'année 2017, on arrive, avec 6226 équivalents plein temps de médecins de premier recours (médecins de famille et de l'enfance), à 0,74 médecin de premier recours pour 1000 habitants [5]. La FMH rapporte une moyenne de 0,95 médecin de premier recours pour 1000 habitants, avec une baisse dans les régions rurales (<5000 habitants = 0,72, <2000 habitants = 0,5, et <1000 habitants = 0,23 médecin de premier recours pour 1000 habitants) [6]. Ces différences de chiffres concernant la densité de médecins de premier recours s'expliquent par le fait que pour les calculs, la FMH se base sur le nombre (par tête) de médecins de premier recours, indépendamment de leur taux d'occupation.

Quelle est la situation dans les autres pays?

La norme de référence concernant le nombre visé de médecins de premier recours par habitant varie selon les pays; les Etats-Unis visent un nombre de 0,6–0,8 médecin de premier recours pour 1000 habitants [7–9]. Selon la FMH, la densité actuelle de médecins de premier recours en Suisse correspond globalement à la moyenne européenne, et elle est comparable à celle de ses pays voisins que sont l'Allemagne et l'Italie, qui comptent respectivement 0,99 et 0,88 médecin de premier recours pour 1000 habitants [10]. Toutefois, si l'on se base sur les équivalents plein temps de l'enquête MAS, avec 0,75 médecin de premier recours pour 1000 habitants, la Suisse se place dans le tiers inférieur des pays européens, aux côtés de la Roumanie, de l'Espagne, du Royaume-Uni et de la Lettonie [10].

Le Royaume-Uni a aujourd'hui une des plus faibles densités de médecins de famille en Europe, avec 0,58 équivalent plein temps pour 1000 habitants [11–13]. Malgré l'objectif du National Health Service (NHS) visant 5000 médecins de famille en plus d'ici 2020, les derniers chiffres indiquent qu'un déficit supplémentaire de 1300 équivalents plein temps s'est développé [14, 15]. En conséquence, la charge de travail pour les médecins de famille praticiens a augmenté, avant tout dans les régions défavorisées («deprived areas») [16]. En Allemagne également, la pénurie en médecins de famille est sen-

sible; un tiers des médecins de famille sont âgés de plus de 60 ans et on estime que d'ici 2025, environ 20000 postes de médecins de famille se libérant ne pourront pas être occupés [17].

Comment évolue la situation de la médecine de premier recours en Suisse?

Pour une durée moyenne d'activité en cabinet de 30 ans, environ 207 nouveaux postes de médecin de premier recours à plein temps devraient à l'avenir chaque année être pourvus uniquement pour maintenir un status quo, sans prendre en compte la hausse du travail partiel de la jeune génération ainsi que le vieillissement croissant et l'augmentation de la polymorbidité de la population. Selon la SSMIG, il pourrait y avoir un manque de 5000 internistes et médecins de famille d'ici 2025 si rien n'est entrepris [18].

Contre-mesures de la Confédération

Début 2016, la Confédération a décidé de soutenir les universités au moyen d'un crédit supplémentaire de 100 millions de francs dans le cadre d'un programme spécial coordonné à travers toute la Suisse. L'objectif était d'augmenter substantiellement le nombre de diplômés en médecine. D'ici 2025 au plus tard, 1350 médecins devraient chaque année pouvoir terminer leur formation. En 2016, déjà 900 étudiants ont obtenu leur examen fédéral. Ce nombre est nécessaire, afin de pouvoir maintenir l'effectif de 37525 médecins [6]. Il n'y a toutefois aucune garantie que la relève de médecins opte pour une carrière en médecine de premier recours en tant que médecin de famille ou médecin de l'enfance. Une enquête de l'université de Berne menée auprès de tous les étudiants en médecine en fin de parcours a montré que 20% sont décidés à se lancer dans la médecine de famille et 40% s'y intéressent [19]. Dans l'ensemble, il est réjouissant de constater que ce chiffre est bien plus élevé qu'en 2003, où seulement 10% des étudiants indiquaient vouloir travailler comme médecin de premier recours dans un cabinet [20].

Que pouvez-vous faire?

Remplissez le questionnaire «Workforce» au printemps et répondez à nos questions sur votre situation professionnelle et la pénurie en médecins de premier recours perçue. Nous souhaitons que le plus grand nombre possible de médecins de famille et de l'enfance prennent part à cette enquête d'une durée de 15 minutes. Ce faisant, vous apportez une contribution extrêmement précieuse pour une médecine de famille suisse orientée vers l'avenir, moderne et durable. Grâce à votre participation, il sera possible de dépeindre de façon adéquate la situation des médecins de famille et de l'enfance.